

## **Consultation Publique sur l'évolution des places de marché en France.**

VNG – Verbundnetz Gas Aktiengesellschaft

22 juin 2012

### **Q1. Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ? Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?**

Quelques projets ont déjà été réalisés afin d'harmoniser et fluidifier le marché français et la consolidation des PEGs doit être poursuivie à court terme. La fusion des zones Nord et Nord B en est une étape à partir d'avril 2013.

La structure des PEGs doit continuer à évoluer rapidement afin d'améliorer encore l'ouverture du marché français. Cette consolidation doit non seulement permettre d'augmenter la concurrence et faciliter l'entrée des fournisseurs dans la zone sud, mais aussi indirectement en zone nord. En effet, pour certains appels d'offres regroupant tous les sites de clients en France, il est demandé aux fournisseurs d'être actifs sur tous PEGs français, ce qui limite actuellement le nombre de fournisseurs pouvant répondre à de tels appels d'offres.

### **Q2. Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF ? Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncée récemment ?**

Oui, puisque le marché européen est en phase d'harmonisation (équilage, réservation de capacités...) et donc, que chaque gestionnaire de réseau va devoir faire évoluer sa plateforme, il serait souhaitable que GRTgaz et TIGF évoluent dans le même sens.

Oui, l'utilisation d'une plateforme commune de commercialisation de capacités comme présentée en avril serait souhaitable.

### **Q3. Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ? Partagez-vous l'analyse de la CRE ?**

Les conclusions de la KEMA reflètent la réalité, à savoir qu'en particulier la liaison nord-sud est congestionnée. Les mécanismes de marché permettrait à court terme et avec peu d'investissements de fusionner les zones Nord-Sud en créant une seule zone PEG GRTgaz. En revanche, la création d'un PEG GRTgaz unique sur la base d'outils contractuels comme le recommande KEMA présente des risques au niveau de la sécurité d'approvisionnement et de prix.

Ainsi nous partageons l'analyse de la CRE : dans la mesure où des conditions sont mises en œuvre afin que la sécurité d'approvisionnement ne soit pas mise en péril, l'unification des zones à partir d'outils contractuels peut être une véritable alternative transitoire. De manière transitoire encore, le fait que le coût de la fusion des zones soit estimé par le marché semble satisfaisant.

### **Q4. Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?**

La création d'un PEG GRTgaz unique sur la base d'investissements permet d'assurer une circulation physique du gaz entre le nord et le sud de la France et de garantir la sécurité d'approvisionnement dans le sud de la France. En même temps, cette option permet d'améliorer la corrélation entre le PEG et les autres points d'échanges virtuels européens, tels que TTF ou NCG, et limiter la dépendance du sud au GNL.

Ainsi, des investissements d'augmentation de capacités de transport sont effectivement nécessaires

mais une hausse de 15% des tarifs d'utilisation du réseau est trop élevée compte-tenu des incertitudes liées à la mise en service des infrastructures à l'horizon 2020.

De plus, vu que la fusion des PEGs (GRTgaz) uniquement basée sur des investissements n'améliorerait la situation qu'à partir de 2020, l'approche mixte suivante (= mécanisme contractuels + investissements) est plus avantageuse.

**Q5. Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels ?**

Cette solution associant des outils contractuels et des investissements est l'option la plus envisageable puisqu'elle réduit effectivement les coûts d'investissements et limite le recours aux mécanismes contractuels.

Malheureusement, le délai de mise en œuvre reste toujours très long.

**Q6. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud -TIGF ?**

En considérant, l'absence de congestion physique entre GRTGaz Sud et TIGF, il est effectivement possible de fusionner les deux zones, d'harmoniser le fonctionnement des GRT (adapter le fonctionnement de TIGF sur celui de GRTgaz) et de créer une plateforme commune. Actuellement, la zone TIGF reste la plus difficile d'accès aux nouveaux entrants. Cette fusion permettrait aux consommateurs de la zone TIGF de bénéficier d'une concurrence accrue entre les fournisseurs. GRTgaz et TIGF devraient bénéficier des expériences acquises par les autres GRT allemands et espagnols afin de réduire considérablement le délai de mise en place de cette zone, qui semble actuellement trop long (avril 2015 ).

En revanche, la fusion GRTgaz Sud-TIGF et la création d'un PEG GRTgaz unique ne devraient pas être des alternatives opposées, mais devraient pouvoir être combinées.

**Q7. Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ? Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ? Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?**

Dans une première étape, le couplage de marché est une bonne alternative transitoire à la création de zones uniques. Bien entendu, ceci ne remplace pas la création d'un PEG commun GRTgaz (idem pour GRTgaz Sud et TIGF).

La vente de capacité à un prix nul fonctionne dès à présent dans les réseaux en Allemagne. Grâce à cela, les GRT ont moins d'intérêts à garder les zones séparées en gardant des barrières administratives (systèmes de balancing différents, périodes de réservation de capacité différentes, etc.) Les coûts de capacités à prix nul pour les GRT sont répercutés à la fin sur les points d'entrées/sorties de la zone.

**Q8. Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?**

Oui, sachant que le regroupement GRTgaz Sud-TIGF doit avoir lieu dans des délais plus courts (dès 2014) qu'envisagés et que le regroupement de toutes les zones en un PEG unique doit être d'ores-et-déjà envisagé.

**Q9. Partagez-vous l'analyse de la CRE? Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ? Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?**

Il est certain que TIGF doit être rapproché d'une place de marché plus important afin de satisfaire les exigences du modèle-cible européen. Donc le maintien du PEG TIGF à long terme n'est pas envisageable.

Seul le rapprochement, de la zone TIGF avec GRTgaz Sud est envisageable. La zone TIGF ne doit pas se rapprocher du marché espagnol. Comme décrit, les systèmes espagnols fonctionnent différemment. Par ailleurs, de nombreux fournisseurs autorisés à fournir du gaz en France, n'ont pas forcément vocation à devenir expéditeurs en Espagne, de même, les consommateurs français souhaitant regrouper leurs sites dans des appels d'offres groupe, considèrent en général, les sites français ensemble et non partagés entre la France et l'Espagne.

**Q10. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ? Laquelle des trois cibles a votre préférence ?**

La cible d'un PEG France regroupant les 3 PEGs actuels est la cible privilégiée.

**Q11. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché ? Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tard en 2015 ?**

L'évolution de la structure du marché doit avoir lieu le plus rapidement possible. Les premières interventions devraient de préférence avoir lieu dès 2014.

**Q12. Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1er avril 2015 ? Laquelle des deux options à votre préférence ? Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ? Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?**

L'objectif final doit être la création d'un PEG France unique (GRTgaz Nord, Sud et TIGF). La création d'un PEG commun GRTgaz Sud-TIGF dans une première phase paraît être le scénario le plus simple et le plus rapide à mettre en place et donc à privilégier. Par ailleurs, les projets nécessaires à la fusion des zones nord et sud peuvent être parallèlement démarrés afin d'assurer la création d'un PEG France unique au plus tard en 2018.